

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Rejeté

N° CF173

AMENDEMENT

présenté par
Mme Pirès Beaune, Mme Mercier, M. Philippe Brun, M. Baptiste, M. Baumel, M. Bouloux,
M. Oberti et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 9 TER, insérer l'article suivant:

I. – L'article 199 *sexdecies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 3 est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation au premier alinéa du présent 3, les dépenses sont retenues, pour leur montant effectivement supporté, dans la limite de plafonds spécifiques fixés comme suit :

« – 5 000 euros pour les prestations d'entretien de la maison et de travaux ménagers ;

« – 3 000 euros pour les prestations de soutien scolaire et de cours à domicile ;

« – 3 000 euros pour les prestations de petits travaux de jardinage. »

2° Au premier alinéa du 4, le taux : « 50 % » est remplacé par le taux : « 45 % ».

II. – Avant le 1^{er} octobre 2026, le Gouvernement remet au Parlement un rapport évaluant les effets des ajustements du I du présent article sur la répartition des bénéficiaires, le coût budgétaire du dispositif et l'impact sur l'emploi dans le secteur des services à la personne.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le crédit d'impôt pour l'emploi à domicile (CISAP), prévu à l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts, représente plus de 6,8 milliards d'euros de dépense fiscale en 2025. Ce dispositif est très concentré sur les ménages aisés : plus de 50 % des foyers du dernier décile en bénéficient, pour un montant moyen deux fois supérieur à la moyenne nationale.

Le présent amendement, proposé en première lecture par le groupe LIOT, met en œuvre les recommandations du rapport sur la loi fiscale (RALF) en introduisant : une modération du taux du crédit d'impôt à 45 % au lieu de 50 % et une différenciation des plafonds de dépenses éligibles selon la nature de l'activité.

Cet amendement proposé par le Groupe socialiste permet, avec des effets de bord nuls ou limités, de participer à l'équilibrage d'un budget dont le passage au Sénat a dégradé l'équilibre de près de 7Md€.